



Fédération SUD Santé Sociaux

Obliger les soignants à se faire vacciner ou comment le gouvernement cherche à se déresponsabiliser de sa politique de santé catastrophique lors de la pandémie covid !

Union syndicale
Solidaires

Le gouvernement utilise deux événements dramatiques tels que les deux décès de résidents de l'EHPAD de Pontonx-sur-l'Adour dans les Landes pour stigmatiser les soignant-es et préparer l'opinion publique à la vaccination obligatoire des personnels de santé. Aujourd'hui la petite musique vient aussi du MEDEF et de certains syndicats. C'est pour le gouvernement et le patronat, une manière de créer une diversion pour faire oublier leur propre responsabilité dans la gestion de la pandémie.

Il y a un an le gouvernement utilisait honteusement l'image des soignant-es, glorifiant les héroïne-s pour les transformer en guerriers-ères sans armure et galvaniser les foules derrière elles et eux, allant même jusqu'à leurs donner une médaille ! Aujourd'hui ils et elles sont traité-es d'irresponsables quasi criminel-les qui seraient responsables de décès.

La Fédération SUD Santé Sociaux tient à rappeler que le gouvernement a imposé aux soignant-es positif-ves asymptomatiques au Covid-19 de continuer à travailler ! Et aujourd'hui, on reproche à ces agents de mettre en danger la santé des patients ?! Où est la logique ?

- Après les mensonges sur les stocks et l'utilité des masques.
- Après la distribution de masques (type KN95) non conformes hors temps de crise
- Après les promesses non tenues sur la reconnaissance du COVID-19 comme maladie professionnelle (pour mémoire, seul-es les agent-es décédé-es ou ayant eu une assistance respiratoire peuvent bénéficier d'une reconnaissance en maladie professionnelle...).
- Après un Ségur de la Santé qui va fournir de nouveaux outils de flexibilisation, de maltraitance managériale et faire basculer la Fonction Publique Hospitalière vers le secteur privé contre des miettes salariales à certains-es ...
- Après le désastre de l'organisation du dépistage et la politique du gouvernement qui a préféré en février 2021 sauvegarder les profits des entreprises au prix de milliers de morts....

Voilà que les héroïne-s d'hier, aussi mal informé-es que leurs concitoyen-nes, seraient responsables des contaminations d'aujourd'hui et mettraient en danger leurs patient-es lorsqu'ils et elles hésitent à se faire vacciner ?!

La Fédération SUD Santé Sociaux tient à rappeler que la vaccination, quand elle existe, ne figure pas parmi les préconisations systématiques de prévention des maladies nosocomiales. La vaccination contre la diphtérie est par exemple obligatoire pour les professionnels de santé pour protéger... les soignant-es.

SUD Santé Sociaux rappelle également que cette menace de vaccination obligatoire de la part du gouvernement intervient dans un contexte de fermetures de lits et de services qui n'ont jamais cessé depuis le début de la pandémie, fragilisant encore un peu plus un secteur d'activité asphyxié par des réformes absurdes ! Les soignant-es sont pointé-es du doigt alors que les vrais responsables de cette mise en danger quotidienne que nous subissons depuis des années, et plus encore depuis un an, ne portent ni blouse ni sabots !

C o m m u n i q u é d e P r e s s e





Union
syndicale
Solidaires

Fédération SUD Santé Sociaux

Ce sont les gouvernements successifs qui ont mis en place les coupes budgétaires et l'industrialisation dans les hôpitaux, plombé les dépenses de la Sécurité Sociale, fermé des milliers de lits, supprimé des milliers de postes malgré les alertes répétées des collectifs soignants et de **la Fédération SUD Santé Sociaux !**

Dans le même temps, les lanceur-ses d'alerte, les représentant-es syndicaux-ales qui osent dénoncer l'incurie, le cynisme et les mensonges sont systématiquement poursuivis-es.

La Fédération SUD Santé Sociaux s'insurge contre l'instrumentalisation systématique des personnels de santé ! La Fédération SUD Santé Sociaux rappelle que les soignant-es sont des professionnel-les qui ont su se réorganiser pendant les pics d'hospitalisation dus au COVID-19. Ils et elles ont fait des choix de santé publique pour sauver le plus de patient-es possible malgré le manque de moyens et doivent donc bénéficier de leur libre arbitre sur la vaccination ...

La Fédération SUD Santé Sociaux exige la levée des brevets sur les vaccins et les traitements anti COVID, et leurs mises à disposition en tant que bien commun pour permettre à tous les pays de pouvoir en bénéficier. L'industrie pharmaceutique et biomédicale doit être sortie de la logique marchande, l'intérêt de la population doit être sanctuarisé et ne pas passer après les profits des entreprises !

Paris le 7 juillet 2021

C o m m u n i q u é d e P r e s s e

